



Conseil de sécurité

Distr. générale
31 janvier 2020

Original : français

Lettre datée du 21 janvier 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de la République centrafricaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre une lettre en date du 14 janvier 2020, que le Gouvernement de la République centrafricaine vous adresse, concernant la levée totale de l'embargo sur les armes (voir annexe).

En effet, certains groupes armés continuent de lancer des attaques contre les populations civiles, au mépris de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, dont ils sont tous signataires.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire circuler la présente lettre et son annexe en tant que document du Conseil.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(*Signé*) Ambroisine **Kpongo**



**Annexe à la lettre datée du 21 janvier 2020 adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
de la République centrafricaine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

En référence au rapport national sur le régime de sanctions en République centrafricaine, que le Gouvernement a envoyé au Comité de sanctions de l'Organisation des Nations Unies le 29 décembre 2019, le Gouvernement et la population centrafricaine adressent une demande formelle pour la levée totale de l'embargo sur les armes, ce qui permettra à nos Forces de défense et de sécurité d'assurer, dans sa plénitude, la sécurisation du territoire et de la population aux côtés de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) pour une application intégrale de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation signé le 6 février 2019. Cette levée de l'embargo contribuerait également à la sécurisation du processus électoral prévu fin décembre 2020.

Cette demande du Gouvernement s'inscrit dans une démarche de lutte contre de nombreuses violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme en vue d'un retour définitif de la paix en République centrafricaine.

(Signé) Chancel **Sekode Ndeugbayi**
